

N°764

31 Mai 2017  
Notre courriel :  
ufc@cgt-fapt.fr

## Viens voir les comédiens...

Alors que la période citoyenne semble suspendue à un entre deux peu mobilisateur, le monde médiatique rivalise de superlatifs laudateurs, comme éberlué par la « présidentialité » du nouvel hôte de l'Elysée.

Ne nous trompons pas, il s'agit d'un moment où l'exigence de lucidité est particulièrement forte.

Elle ne peut être inférieure à celle d'un patronat qui non rassasié par le résultat de son candidat, l'exhorte à présent « d'aller vite » et de taper fort !...

Au delà de sa lecture « classe contre classe » des outils de la V<sup>ème</sup> République tels le 49.3 et les ordonnances, Gattaz en appelle à « trois mesures rapides » pour réformer le Code du travail : le plafonnement des indemnités prud'homales, la création d'une instance unique du personnel et l'inversion de la hiérarchie des normes qui donne la primauté à l'accord d'entreprise.

Lorsqu'un mois de mai s'estompe de notre éphéméride, il ne faudrait surtout pas laisser s'installer la petite musique d'un mouvement social anesthésié, voire résigné à l'abstention sous toutes ses formes.

Dans de nombreuses entreprises et services, les cadres sont réinterrogés sur les questions de temps de travail, de management, d'égalité professionnelle, de reconnaissance des qualifications. Pour l'Union Fédérale des Cadres CGT, nous n'avons pas seulement à faire le constat de négociations annuelles très insuffisantes, de projets destructeurs socialement, mais nous proposons de construire, à partir des attentes des cadres sur ces questions, le rassemblement le plus large.

En responsabilité, comment se résoudrait-on au spectacle de relations internationales où la mesure des puissances s'apprécierait à l'aune du diptyque pronation-supination ?



### Branche Poste

#### Un projet alternatif pour les conseillers...ça urge !

Faire le maximum pour sortir gagnants d'un cycle de négociation, c'est la feuille de route à laquelle se sont astreints les Conseillers Bancaires CGT depuis le 14 mars dernier.

Faire montre de réactivité, d'imagination et surtout de réflexion collective, telles furent les engagements des militants déjà impliqués en amont, mais soucieux de faire fructifier un rapport de forces.

Après une communication précise sur cette journée d'action, une lettre ouverte au DRH Banque et Réseau, c'est aujourd'hui un contre-projet CGT construit à partir d'une écoute la plus large que les Conseillers Bancaires veulent imposer dans le débat.

En effet, s'en tenir aux insuffisances du texte proposées par la direction, sonnerait le glas des ambitions sociales qui ont justifié la négociation.

#### Avis de gros temps au Back Office

Sous le nom de « Servir Le Développement », ce projet initialisé fin mars vise à mutualiser 12 branches de services support (RH, comptabilité, audit, achat, sécurité, communication, services généraux, immobilier, qualité, juridique, contrôle de gestion, SI).

Lors des échanges, La Poste « n'écarte rien » pour réduire l'ensemble des services « pour les rendre plus efficaces ». Ainsi sur les aspects compétences, géographiques ou regroupements ou changements de NOD, la vigilance devra être de règle. Allons-nous voir ainsi éclore des villages La Poste territoriaux, de structures communes transverses ? Les CDSP de présentation par filière vont débiter en juin, dossiers que nous allons particulièrement suivre !

### Branche Télécoms

#### Orange, ça déménage !

Sous 3 ans le siège d'Olivier de Serres ainsi que les sites de Jobbè Duval, Orange Campus et une partie d'Alleray devraient être regroupés sur Issy Les Moulineaux. Ainsi pratiquement tous les services d'Orange quitteraient Paris.

Le site d'Alleray serait utilisé pour accueillir des équipes de sites parisiens qui doivent être libérés. Certains occupants étaient depuis peu de temps sur ces sites.

La direction affirme que d'un point de vue transport ce serait l'idéal, mais elle méconnaît certainement les lignes saturées du RER C et du Tram. Les 2000 salariés concernés vont en faire l'expérience.

*In fine*, l'alternative proposée pour pallier l'insatisfaction des salariés, sera le télétravail ?

Certainement que l'économie d'échelle résidera aussi dans l'aménagement du site d'Issy avec l'optimisation de bureaux dits de passage.

#### Droit dans ses bottes !

Suite au préavis de grève du 23 mai, la direction Métier de l'agence PME a reçu, le 18 mai dernier, les organisations syndicales.

La CGT a porté les revendications des salariés. Le DRH et le directeur du Département Développement représentaient la direction.

Un focus a été fait sur COME et RCE. La direction est consciente de l'échec de ces applicatifs, mais elle persiste, car il faut bien amortir le gouffre financier qu'est COME et les salariés vont devoir s'adapter !

Pour RCE, pas de marche en arrière non plus. Concernant les embauches à l'Agence PME, il n'y en aura pas pour compenser les départs.

Sur l'ensemble des points, toutes les réponses ont été négatives ! Une direction « droit dans ses bottes » qui laisse pourrir une situation. Comme un retour en arrière de quelques années !

FLASH  
CADRES



FLASH  
CADRES

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications CGT

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

## Échos

### Ils osent tout !

A peine le nouveau Président est-il élu, que déjà le Medef se croit autorisé à mener campagne au cœur même des entreprises.

La direction du siège d'Enedis, le distributeur d'électricité, adressait le 16 mai à ses salariés, une invitation à une conférence le 6 juin, en son auditorium, animée par M. Lévy, de l'Institut Harris Interactive, sur le thème : « Elections législatives : Quels enjeux ? Une majorité La République en Marche est-elle envisageable ? »

« Cette initiative est inadmissible. Enedis n'a pas à s'immiscer dans un choix qui ne relève que de la responsabilité des citoyens, encore moins à chercher à les influencer. Cette neutralité s'applique encore plus au vu de notre statut de service public », estime la Fédération CGT des Mines et de l'Energie.

## Luttes

### Baptisée !

À l'appel de l'intersyndicale du ministère du Travail (CGT-SUD FO-FSU-CFDT-Unsa-CNT) plusieurs centaines d'agents se sont réunis le 18 mai au siège des DIRECCTE d'Île-de-France à Aubervilliers, dans le cadre d'une journée d'action nationale contre des suppressions de postes, au lendemain de la prise de fonction de leur nouvelle Ministre Muriel Pénicaud.

Rien qu'en Ile-de-France, 49 sections d'inspection du travail vont être supprimées sur un total de 468...

Malgré l'occupation des locaux du ministère, la Ministre a refusé de rencontrer les agents. D'autres mobilisations sont donc à prévoir dans toute la France.

Depuis 2009, les effectifs ont déjà été réduits de 20% : avec ce gouvernement, c'est sûr, fonctionnaires et salarié-e-s continueront d'être choyé-e-s...

### GM&S : quand Lemaire intervient

Le Ministre de l'Economie, s'est entretenu avec les syndicats de l'équipementier GM&S. Il s'est engagé à déployer « tous les efforts nécessaires pour garantir l'accroissement des commandes » des constructeurs automobiles clients de GM&S en difficulté et menacé de liquidation judiciaire.

Le Ministre doit informer les salariés de l'issue des discussions avec les constructeurs, PSA et Renault « pour essayer de faire évoluer la situation, et éviter une liquidation » a précisé V. Labrousse, délégué CGT. Le syndicat CGT cite les sociétés GMD et Magneto comme repreneurs potentiels.

La période d'observation a été prolongée jusqu'au 30 juin. Pour l'instant, les constructeurs se sont engagés sur des montants de contrats annuels, jugés encore insuffisants.

## International

### Netanyahou obligé de céder

Dans les geôles israéliennes, plus de 1600 prisonniers palestiniens étaient en grève de la faim, depuis le 17 avril pour revendiquer des conditions de détention dignes qui respectent les conventions des Droits de l'Homme et des prisonniers politiques, à l'appel de Marwan Barghouti, le « Mandela palestinien » en prison depuis 2002.

Après 41 jours de lutte, Netanyahou vient d'être obligé de céder et les prisonniers ont obtenu satisfaction sur 80% de leurs revendications, comme le droit de voir leurs proches deux fois par mois.

Ainsi, la « grève de la liberté et de la dignité » a vaincu. La détermination sans faille des grévistes de la faim, l'unité des Palestiniens et la solidarité internationale ont fait reculer le Gouvernement Israélien.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### Jusqu'ou ?

Après un nouveau suicide d'agent de la SNCF, la CGT-Cheminots a demandé à la SNCF d'organiser une grande « table ronde » sur les risques psychosociaux, mais en vain.

Pour autant, les drames s'accumulent.

Les cheminots continuent de dénoncer l'organisation de la production, les moyens, les objectifs et une ambiance favorisant la répression et les pressions managériales.

La généralisation du forfait-jours équivaut à des heures supplémentaires gratuites de travail pour les cadres.

Le dumping social, l'absence de vision et de politique industrielle, la privatisation des trains inter-cités... autant de signes révélateurs d'une logique purement financière et le lancement d'« InOui » ne masquera pas toutes ces difficultés.

## Services Publics

### Les luttes du pénitencier !

Les personnels d'insertion et de probation, obtiennent enfin l'accès au statut cadre ! Après des mois de mobilisation, les personnels des services pénitentiaires ont obtenu l'ouverture d'une négociation qui a abouti sur de réelles avancées, tant en termes de statut, que de salaire et de recrutement, et notamment : l'accès à la catégorie A des conseillers d'insertion et de probation ; Des gains indiciaires entre 30 et 50 points qui représentent 140 à 240 € brut mensuels ; De nouveaux recrutements ; De meilleures perspectives de déroulement de carrière.

Il s'agit indéniablement de la concrétisation d'une revendication historique à mettre au crédit des personnels en lutte et de la CGT qui les représente !

### Gestion comptable et inhumaine

Les chiffres 2016 annoncés le 17 mai par la DGOS (ministère de la Santé), reflètent les efforts financiers réalisés sur le dos des personnels hospitaliers, au détriment des conditions de travail et de prise en charge, pour ramener les déficits des établissements vers une « situation de quasi-équilibre », avec une hausse soutenue du volume d'activité (+ 3,9% de séjours) et une « maîtrise de la croissance de la masse salariale » de 1,43% (1,76% en 2015).

« Pour la 1ère fois les recettes de l'Assurance maladie ont progressé plus vite que les dépenses de personnel », par « une évolution des organisations, le développement de la prise en charge de l'ambulatoire (diminution des durées de séjours) et des économies dans les achats hospitaliers », et un investissement total en baisse depuis 2008...

## Égalité

### Riche banlieue

Le classement des villes les plus inégalitaires est composé pour l'essentiel de villes très aisées de la banlieue ouest de Paris. C'est ce que révèle de Centre d'observation de la société.

Neuilly-sur-Seine, Paris, Boulogne-Billancourt : tel est le trio des villes les plus inégalitaires selon le rapport dit « interdécile » qui divise le revenu minimum des 10% les plus riches par celui maximum des 10% les plus pauvres.

Neuilly-sur-Seine, la ville la plus inégalitaire, surclasse les autres : le seuil d'entrée au sein des 10% les plus riches y est presque huit fois supérieur au revenu maximum des 10% les plus pauvres, avec un seuil d'entrée de 107 000 euros par an (après impôts et prestations sociales) pour une personne seule.

A Neuilly l'entre soi est une règle !